

ANALYSE DE LA PRESSE

Juin 2014

1. A la une : La visite du Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdoğan en France
2. Dossier du mois : Les otages turcs à Mossoul
3. Turquie
4. Economie
5. International
6. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Juin 2014)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. La visite du Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdoğan en France

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan était en visite en France. Après avoir été reçu vendredi 20 juin à Paris par le président de la République, François Hollande, il a tenu un meeting à Lyon samedi [21 juin]. Ce meeting, organisé dans le cadre de sa tournée politique en Europe, a rassemblé plusieurs milliers de personnes. (...) »

Lors de leur entretien, les deux hommes ont discuté de nombreux sujets et notamment de la Syrie. Le président français a ainsi demandé au Premier ministre turc la plus grande vigilance concernant les cas de citoyens français transitant par la Turquie afin de rejoindre le djihad en Syrie, a rapporté l'agence de presse Doğan. » (*Petit Journal, Sarah Baqué, 23/06/2014*)



Dans son interview publié dans le magazine « Paris Match », avant son arrivée à Paris, le Premier ministre turc avait estimé qu'une « page blanche » s'était ouverte entre la France et la Turquie, avec le Président François Hollande. « "Notre entretien au G20 de Saint-Petersbourg, puis sa visite chaleureuse en Turquie ont été amicaux. (...) Ce fut très positif et le ton de nos relations sera différent. Après des années de crise, une page blanche s'ouvre. Nous aurons beaucoup de sujets à débattre, régionaux et internationaux" » a-t-il dit. (*Paris Match, Gilles Martin-Chauffier, 18/06/2014*)

Après s'être entretenu avec le président français, le Premier Ministre turc s'est rendu à Lyon. « Invité par l'Union des démocrates turcs européens (UETD), Recep Tayyip Erdoğan s'est exprimé devant 15.000 personnes au parc des expositions de Chassieu. » (*Petit Journal, Sarah Baqué, 23/06/2014*)

« Recep Tayyip Erdogan n'est pas venu à Lyon par hasard, même s'il n'a pas encore officiellement annoncé sa candidature pour les présidentielles. La région Rhône-Alpes abrite la plus grande communauté turque de France, près de 200 000 personnes selon les associations. Pas moins de 220 associations franco-turques sont recensées dans la région. » (*Rue 89 Lyon, Mathieu Martinière, 22/06/2014*)

« Dans le cadre de sa campagne électorale Erdoğan mise sur tous les plans, la diaspora turque étant forte en Europe. On estime ainsi à plus de 800 000 les membres de la communauté franco-turque, un poids non négligeable pour une population qui pourra pour la première fois voter depuis l'étranger. Cependant la France compte aussi une forte communauté arménienne et le déplacement d'Erdoğan reste sujet à controverse. » (*Aujourd'hui la Turquie, Benjamin Baijot, 20/06/2014*)

Un accueil ambivalent

Le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a rassemblé entre 15 000 et 20 000 personnes autour de son meeting à Lyon. Selon M. Alam, secrétaire de l'Association culturelle turque de Saint-Etienne (ACTS), « C'est un signe fort. C'est la première fois que le chef du gouvernement turc vient à Lyon. » (*Rue 89 Lyon, Mathieu Martinière, 22/06/2014*)

« Dans son discours, il a demandé à ses compatriotes en France "de ne pas oublier leur culture, leurs traditions et leur croyance", selon ses propos rapportés par la presse turque. "Ne vous assimilez pas. Ne laissez pas vos enfants s'assimiler", a poursuivi M. Erdogan tout en leur demandant de s'intégrer.

Evoquant le chiffre de 620.000 Turcs en France, dont la moitié a la double nationalité franco-turque, il a ainsi encouragé les autres à l'acquérir: "Vous êtes nos ambassadeurs... Pourquoi le nombre de nos ambassadeurs n'est-il que de 300.000 ? Je veux qu'il augmente à 620.000", a-t-il dit, ajoutant: "La France a besoin de gens courageux, honnêtes et travailleurs comme vous. L'Europe a besoin de la Turquie, elle a besoin de sa population jeune et dynamique, elle a besoin de la Turquie pour lutter contre le racisme, contre l'antisémitisme et l'islamophobie", a également affirmé le dirigeant turc. » (*Libération, AFP, 21/06/2014*)

« Doganel Izzet, président d'honneur du centre culturel franco-turc de Lyon, voit d'un bon œil sa venue : "C'est la première fois qu'Erdogan se déplace en tant que premier ministre à Lyon. C'est une bonne chose. Il est légitime. Il gagne toutes les élections depuis 2002 en améliorant son score à chaque fois. Personne ne peut nier cela". Ce n'est pas l'avis du Front de Gauche et du PCF qui appellent conjointement avec le comité de soutien de peuple de la Turquie, à un rassemblement Place Carnot, ce samedi [21 juin] à 12heures.» (*LyonCapitale, Damien Renoulet, 20/06/2014*)

« Pour le Front de gauche-PCF, cette visite est une "provocation indigne" (...). Pour Danielle Lebaill, secrétaire fédérale du PCF du Rhône, "le régime autoritaire de R.T. Erdogan porte atteinte à la laïcité et viole les droits humains" ce qui ne justifie pas sa venue "dans la France des Droits de l'Homme". Elle évoque également "les droits des minorités kurdes et alévis sont piétinés", "ce pouvoir corrompu", "il aide les djihadistes de Syrie" pour définir le régime politique du premier ministre. » (*Lyonmag, 19/06/2014*)

Plusieurs centaines de personnes ont ainsi manifesté contre le meeting de M. Erdoğan, en rappelant sa dérive autoritaire à travers leurs paroles et leurs pancartes.

« A l'appel de la Fédération de l'Union des Alévis en France (FUAF), quelque 500 manifestants, selon la police, 1000 selon les organisateurs, se sont regroupés près de la gare près de la préfecture où Erdogan devait être reçu par les autorités locales. » (*Le Figaro, AFP, 21/06/2014*)

« "L'assassin n'est pas bienvenu à Lyon. Dictateur de Turquie. Dégage", "Egalité et Liberté pour tous" ou encore "Justice pour le peuple arménien" pouvait-on lire sur des pancartes et banderoles. "Son gouvernement est autoritaire. Il méprise la démocratie en réprimant dans la violence les manifestations pacifiques et les minorités. Ce n'est pas normal qu'il vienne dans le pays des droits de l'Homme", a déclaré à l'AFP Mehmet Demirbas, président du centre culturel lyonnais des Alévis. » (*Libération, AFP, 21/06/2014*)

« Jeudi en Autriche, entre 6.000 et 10.000 manifestants avaient défilé à Vienne contre la tenue d'un précédent meeting du dirigeant turc (...) Il avait consacré la plus grande partie de son discours à promouvoir les succès de sa politique économique, selon ses propos rapportés par l'agence de presse autrichienne APA. » (*Le Point, AFP, 21/06/2014*)

2. Dossier du mois : Les otages turcs à Mossoul

80 ressortissants turcs ont été pris en otage par les combattants djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) à Mossoul, le 11 juin 2014. Parmi ceux-ci se trouvent le consul ainsi que des soldats des forces spéciales. « Un responsable de la police irakienne s'exprimant sous le couvert de l'anonymat a indiqué être entré en contact avec l'un des ravisseurs, qui, lui, a affirmé que le consul, ses adjoints et leurs gardes du corps étaient "interrogés" par l'EIL et que le consul allait être "transféré dans un endroit sûr". (...) Au moins 28 chauffeurs de poids lourds turcs sont également aux mains depuis mardi [10 juin] des combattants d'EIL. » (*Le Point, 11/06/2014*)

« Vingt-quatre heures après l'enlèvement [des ressortissants turcs], Ankara affirme être en contact avec des "groupes irakiens", ce qui laisse penser que des négociations sont en cours. Le sort des otages inquiète le pays, et une source gouvernementale a tenu à montrer la détermination des autorités : "Nous sommes en

contact avec tous les groupes en Irak, y compris les Kurdes et les Turkmènes." (...) Contacté par l'Agence France-presse, ce responsable s'est refusé à préciser si l'organisation djihadiste l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), responsable de cette prise d'otages, faisait partie de ces groupes. (...) Le Mercredi [11 juin au] soir, le chef de la diplomatie turque avait menacé les preneurs d'otages des "représailles les plus sévères" en cas de menaces sur les citoyens turcs. » (*Le Monde*, 12/06/2014)

« La Turquie essayait, jeudi [12 juin], de se raccrocher à l'annonce de la libération de 31 chauffeurs turcs (...). Toute la journée, des informations contradictoires sur leur condition se sont succédées. Les conducteurs de poids lourds ont été capturés (...) alors qu'ils devaient acheminer du pétrole de la deuxième ville irakienne vers le port d'Iskenderun, dans le sud de la Turquie. Le sort des 49 otages du consulat turc de Mossoul était également toujours en suspens. Cette crise sans précédent pour la Turquie montre à quel point elle est exposée à son environnement régional, sa bienveillance longtemps affichée à l'égard des groupes radicaux en Syrie se retournant aujourd'hui contre elle. (...) Des discussions se déroulent actuellement entre des représentants de l'organisation islamiste et des émissaires turcs à la frontière. Mais si les tractations ne débouchent pas rapidement sur une libération du personnel diplomatique, Ankara sera soumis à une pression grandissante de son opinion publique pour lancer une intervention militaire. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 12/06/2014)

A ce stade « Le ministre de la justice turc, Bekir Bozdag, a indiqué que son gouvernement ne solliciterait pas le Parlement pour obtenir une nouvelle autorisation d'intervenir militairement pour venir au secours des otages. » (*Le Monde*, 12/06/2014). De son côté, « le ministère turc des Affaires étrangères a annoncé samedi [14 juin] le rappel temporaire du personnel diplomatique de Benghazi, dans l'est de la Libye, et a invité les ressortissants turcs à quitter la région par mesure de sécurité. » (*L'Orient le jour*, Reuters, 14/06/2014)

« Une cour criminelle d'Ankara a imposé mardi [17 juin] aux médias turcs une interdiction de rapporter toute information sur l'affaire des 80 otages enlevés par des combattants djihadistes à Mossoul (...). Motivé par "la sécurité des citoyens turcs", l'arrêt rendu par la justice, qui a été envoyé à l'instance de supervision des médias (RTÜK), impose cette mesure à tous les médias, y compris sur internet. » (*L'Orient Le Jour*, AFP, 17/06/2014)

Réunion d'urgence à l'OTAN

« Les ambassadeurs des pays de l'Otan ont tenu une réunion d'urgence [le mercredi 11 juin], à la demande de la Turquie pour discuter de la situation en Irak (...). Les combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) ont continué mercredi [11 juin], à gagner du terrain dans le nord de l'Irak, où, après la prise de Mossoul, ils se sont emparés de Tikrit. À Mossoul, ils retiennent 80 Turcs capturés en deux endroits différents de la ville. "La Turquie a informé les autres alliés de la situation à Mossoul et de la prise d'otages de ressortissants turcs, dont le consul général", a dit le responsable de l'Otan. Il a précisé que la réunion s'était tenue à des fins d'informations. » (*Le Figaro*, Reuters, 11/06/2011)

« "La Turquie a mobilisé tous ses moyens pour assurer le retour de ses équipes dans leur pays", affirme le ministère des affaires étrangères. (...) Le vice-président américain, Joe Biden, qui a proposé l'aide de Washington, et le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, ont assuré les Turcs de leur soutien. (...) » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 14/06/2014)

« Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a exigé [le 16 juin] la libération "immédiate" des Turcs pris en otage en Irak par des combattants djihadistes (...). "Je condamne l'attaque inacceptable contre le consulat général de Turquie à Mossoul et je lance un appel pour la libération immédiate du personnel diplomatique kidnappé. » (*Le Figaro*, AFP, 16/06/2014)

Polémique sur les liens présumés de la Turquie avec les djihadistes

« L'enlèvement de 80 Turcs par l'EIL a réveillé la polémique sur les liens présumés de la Turquie avec des groupes rebelles djihadistes en Irak et en Syrie. (...) Le régime du Premier ministre islamo-conservateur

turc Recep Tayyip Erdogan a toujours nié avoir mis en place par le biais de ses très loyaux services de renseignements (MIT) une alliance tacite avec ces extrémistes à l'ennemi commun, le régime du président syrien Bechar el-Assad. Aujourd'hui cette alliance sunnite s'est retournée contre la Turquie, membre de l'Otan, menaçant sa sécurité. (...) Ankara a finalement inscrit début juin l'EIL et le Front al Nosra sur la liste des organisations terroristes. (...)

Le gouvernement, qui a privilégié pour l'instant la voie des négociations à l'option militaire, est critiqué depuis avec véhémence par l'opposition parlementaire qui réclame en premier la tête du chef de la diplomatie Ahmet Davutoglu. (...) "Si la démocratie existe dans ce pays, Erdogan ou son ministre Davutoglu doivent immédiatement démissionner et payer la facture de ce fiasco", a indiqué à l'AFP un influent député de cette formation, Mahmut Tanal. (...) Le ministre aurait exclu toute démission, affirmant qu'il ne quitterait pas le navire, tant que les otages et tous ses ressortissants, auxquels Ankara a recommandé de quitter le territoire irakien, rentrent sains et saufs en Turquie. (...) "L'opposition a perdu la tête. Nous faisons tous nos efforts pour ramener nos ressortissants à la maison sains et saufs de Mossoul, et eux ne pensent qu'à utiliser cette situation" a déclaré le Premier ministre. » (*Le Point, AFP, 14/06/2014*)

« "Les faiblesses en matière de renseignement sont tout aussi criantes que l'échec de la stratégie suivie par le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, qui aujourd'hui se trouve dans l'impuissance après avoir répété pendant des années que la Turquie était la nouvelle puissance régionale", souligne Soli Ozel, spécialiste de politique internationale. Le vice-Premier ministre, Bülent Arinç, clame que le gouvernement n'a jamais "délibérément" envoyé d'armes, de combattants ou de soutiens financiers aux groupes radicaux. (...)

De nombreux éléments montrent que les djihadistes les plus radicaux ont pu impunément aller et venir en Turquie, avec la complicité des autorités. La presse fait état d'une circulaire diffusée l'an dernier dans laquelle le ministre de l'Intérieur de l'époque, Muammer Güler, recommanderait d'offrir hébergement et assistance aux jihadistes du Front al-Nusra en Turquie. » (*Libération, Marc Semo, 15/06/2014*)

« L'opposition turque affirme détenir un document prouvant le soutien du gouvernement Erdogan aux groupes djihadistes présents en Syrie. (...) Des députés du principal parti d'opposition turc, le Parti républicain du peuple (CHP), ont demandé des explications au gouvernement de Recep Tayyip Erdogan à propos du soutien supposé des autorités aux organisations djihadistes impliquées dans le conflit syrien (...). Ihsan Özkes, le député d'Istanbul, a récemment déclaré être en possession d'une circulaire envoyée par l'ancien ministre de l'Intérieur au gouverneur de la région d'Hatay, frontalière avec la Syrie. Le document demanderait ouvertement aux autorités locales d'aider les combattants du Front al-Nosra, l'un des deux principaux groupes djihadistes présents en Syrie, avec l'EIL. "La province d'Hatay a une importance stratégique concernant le franchissement de la frontière entre notre pays et la Syrie. Le soutien logistique aux groupes islamiques, leur entraînement et la prise en charge des blessés seront principalement assurés à partir de cette région. L'Organisation nationale du renseignement (MIT) et les autres institutions concernées ont été chargées de ces missions", stipule cette circulaire, d'après Ihsan Özkes. Le député d'Istanbul accuse, par ailleurs, le ministère des Affaires religieuses d'avoir remis de l'argent collecté pour des œuvres de charité aux combattants djihadistes, et d'avoir autorisé des membres d'Al-Nosra à utiliser des dortoirs du ministère, toujours dans la région d'Hatay. Le document révèle également, selon Ihsan Özkes, comment les services de renseignement turcs ont utilisé des membres d'Al-Nosra pour combattre le Parti de l'Union démocratique (PYD), le parti kurde syrien affilié au PKK. En plus de la circulaire incriminée, le Parti républicain du peuple (CHP) présente un autre élément à charge : une photo d'un homme sur un lit d'hôpital. D'après le parti d'opposition, il s'agit d'Abou Mohammed, un commandant de l'EIL. » (*France24, 17/06/2014*)

« Après s'être engagée à fond auprès de l'opposition syrienne, en favorisant l'acheminement de combattants et d'armes en Syrie, pour faire tomber le régime de Bachar Al Assad, la Turquie se retrouve, trois ans et demi plus tard, avec à ses frontières une force djihadiste sunnite extrémiste qui pourrait menacer sa stabilité. Plus encore, la déstabilisation régionale a permis une émancipation des Kurdes. En Syrie, ils ont gagné leur quasi-autonomie de Damas. En Irak, ils sont largement autonomes et sont en passe de négocier encore davantage auprès de Bagdad, contre leur soutien armé. Il se pourrait que les Kurdes de Turquie, à leur tour, en profitent aussi pour tenter d'obtenir par la force ce qu'ils n'arrivent pas à obtenir par la négociation (...) Et la presse turque ne se prive pas de dénoncer les liens entretenus par l'État turc avec les factions djihadistes

et islamistes en Syrie et en Irak. (...) L'armée a pour sa part démenti samedi 14 juin une information parue dans la presse d'opposition affirmant que des officiers turcs avaient entraîné les rebelles de l'EIL en Irak. » (*Le Croix, Agnès Rotivel, 16/06/14*)

3. Turquie

Le Premier anniversaire des contestations Gezi

Malgré l'interdiction du gouvernement, plusieurs manifestants se sont réunis le 31 mai sur la place de Taksim pour célébrer le premier anniversaire des rassemblements antigouvernementaux du parc Gezi de juin 2013.

« La police turque est intervenue à Istanbul et à Ankara, faisant usage de gaz lacrymogène et de canons à eau, contre des manifestants. » (*Le Point, AFP, 31/05/2014*) « Selon l'Association des avocats d'Istanbul, au moins 65 personnes avaient été arrêtées en début de soirée. » (*Libération, Service Etranger, 01/06/2014*)

« Quelques heures à peine avant la manifestation à Istanbul à l'appel d'un collectif d'ONG, de syndicats et de membres de la société civile, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait averti que les forces de l'ordre feraient "tout ce qui est nécessaire, de A jusqu'à Z," pour l'empêcher. » (*Le Point, AFP, 31/05/2014*)

« Le Conseil de l'Europe a vivement condamné [le 1^{er} juin] l'intervention musclée de la police turque contre les milliers de manifestants. » (*Le Figaro, AFP, 01/06/2014*) « "Je condamne l'usage excessif de la force par la police turque contre les manifestants et les journalistes", a en effet déclaré Nils Muiznieks, commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe » (*Libération, AFP, 01/06/2014*)

« La Turquie connaît ces derniers mois une atmosphère de "chasse aux sorcières", une situation d'impunité pour les forces de sécurité" et une "restriction des droits et des libertés", résume la Fédération internationale des droits de l'homme dans un rapport rédigé à l'occasion du premier anniversaire de la révolte. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 28/05/2014*)

« "Le gouvernement islamo-conservateur turc met en œuvre une politique plus répressive que jamais contre ceux qui contestent son autorité et protège "l'impunité" de ses forces de l'ordre" a dénoncé Amnesty International dans un rapport publié mardi [10 juin] "Le gouvernement continue à recourir à une force abusive pour dénier [aux Turcs] le droit de se réunir pacifiquement, persiste à essayer de réprimer toute protestation et ne fait aucun effort pour assurer la justice aux victimes d'abus des forces de l'ordre", ajoute l'ONG. (*Libération, 10/06/2014*) Le gouvernement d'Erdoğan « a aussi adopté une série de lois pour renforcer son emprise sur la justice et les réseaux sociaux et accroître les pouvoirs de ses fidèles services de renseignement. » (*Le Point, AFP, 31/05/2014*)

La victoire de l'AKP aux dernières élections municipales est considérée par certains comme « un sacré coup au moral à ces "çapulcu", les "vandales", ainsi qu'Erdogan qualifiait les contestataires de Gezi. Ahmet Sik, célèbre journaliste, estime que cette déception passagère ne doit pas masquer que "la révolte n'est pas éteinte". » (*Le Figaro, Laure Marchand, 02/06/2014*)

Ouverture du procès contre une centaine de militants de Taksim Solidarité

« Le procès de 26 "chefs" présumés de la vague de contestation sans précédent qui a visé le premier ministre turc islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan en juin 2013 s'est ouvert jeudi 12 juin au matin devant un tribunal d'Istanbul. Membres du collectif Taksim Solidarité, les accusés, dont des architectes, ingénieurs ou médecins, sont poursuivis pour avoir organisé les manifestations et y avoir participé. » (*Le Monde, AFP, 12/06/2014*)

« 26 membres du collectif Taksim Solidarité répondent devant une cour d'assises d'Istanbul de très lourdes charges, dont la participation à une "organisation criminelle", pour lesquelles ils risquent jusqu'à trente ans de réclusion criminelle.

Première à la barre, Múcella Yapici, 63 ans, (...) "Vous ne pouvez pas créer une "organisation criminelle" simplement en disant "je suis contre un centre commercial". C'est totalement ridicule", a déclaré. (...) Avant même d'entrer dans le palais de justice, protégé par un très discret service d'ordre, les accusés ont porté le fer contre le gouvernement. "Ce procès restera une tache dans l'histoire de ce pays. C'est un procès de la honte et de l'embarras, presque un scandale", ont-ils déploré dans une déclaration lue devant près d'une centaine de militants de Taksim Solidarité. (...)

Mardi [10 juin] encore, le chef du gouvernement [Recep Tayyip Erdoğan], qui s'apprête à annoncer sa candidature à la présidentielle d'août, a accusé les "gens de Gezi" d'être les agents d'un "complot" contre son régime, coupables d'avoir voulu "semer le chaos" dans le pays. Dans ce contexte politique tendu, marqué par le vote d'une série de loi renforçant l'emprise du pouvoir sur la justice ou le réseaux sociaux, les accusés de Taksim Solidarité et leurs partisans redoutent d'être lourdement condamnés. » (*Le Parisien*, AFP, 12/06/2014)

Présidentielles d'août 2014

« Les deux principaux partis d'opposition turcs ont désigné lundi 16 juin un candidat commun pour l'élection présidentielle prévue en août. Ekmeleddin Ihsanoglu représentera le Parti républicain du peuple (CHP, laïque) et le Parti d'action nationaliste (MHP). (...) Le choix de M. Ihsanoglu n'a pas tardé à provoquer des vagues dans les milieux les plus attachés à la laïcité. (...) Agé de 70 ans, M. Ihsanoglu, est un érudit musulman, physicien de formation et spécialiste de l'histoire des sciences, qui a occupé le poste de secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), où il a prôné le dialogue entre les mondes chrétien et musulman à l'heure de l'islamophobie. Novice en politique, M. Ihsanoglu a été élu en 2004 à ce poste avec le soutien de M. Erdogan. Il l'a conservé jusqu'en janvier. » (*Le Monde*, AFP, 16/06/2014)

« Des sondages récents indiquent que « Recep Tayyip Erdoğan pourrait être élu président de Turquie dès le premier tour en août s'il se présente. (...) Selon un sondage réalisé par l'institut turc Genra, le Premier ministre recueillerait 55,2% des suffrages, tandis que Ekmeleddin Ihsanoglu, désigné par les deux principaux partis d'opposition, obtiendrait 35,8% des voix. Le cabinet MAK donne quant à lui 56,1% des intentions de vote à Recep Tayyip Erdogan contre 34,2% à son adversaire, rapporte le journal Daily Sabah. (...) Selahattin Demirtas, qui pourrait être le candidat de la principale formation pro-kurde du pays, réunirait moins de 10% des voix. » (*Le Figaro*, Reuters, 26/06/2014)

Remise en liberté de militaires de l'affaire Balyoz

« L'affaire Balyoz – dans laquelle des centaines de militaires turcs ont été condamnés en septembre 2012 pour tentative de coup d'État – a pris un nouveau tournant ces deux derniers jours avec les verdicts rendus successivement par la Cour constitutionnelle et la 4ème Cour d'assises d'Istanbul. (...)

La Cour constitutionnelle a rendu un premier verdict mercredi 18 juin, estimant que "la justice n'avait pas respecté les droits des prévenus, condamnés pour conspiration en vue d'un coup d'état" contre le gouvernement AKP en 2003. Plus de 300 personnes avaient été entendues depuis 2011, entraînant l'arrestation de nombreux hauts-gradés de l'armée turque. (...)

En réponse à cette décision, la 4ème Cour d'assises d'Istanbul a jugé jeudi [19 juin] après-midi que tous les prisonniers devaient être libérés. Les 230 prévenus avaient chacun rempli un dossier d'appel devant la Cour constitutionnelle, laquelle a relevé de nombreuses irrégularités, rapporte le Hürriyet Daily News. » (*Le Petit Journal*, Pierre-Louis Carron, 20/06/2014)

« Les magistrats d'Istanbul ont suivi les réquisitions du parquet, qui s'est prononcé en faveur d'un nouveau procès pour ces officiers et a demandé à ce que l'exécution de leur peine soit suspendue d'ici un nouveau jugement (...). La plus haute instance judiciaire turque a estimé mercredi [18 juin] que ces officiers, dont 13 généraux d'active, condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir comploté contre le gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, n'avaient pas eu un procès équitable et que leurs droits avaient été violés. » (*Le Point, AFP, 19/06/2014*)

Condamnation des ex-généraux du coup d'Etat de 1980

Le mercredi 18 juin, l'ancien président turc Kenan Evren et l'ex-chef d'état-major de l'armée de l'air, Tahsin Sahinkaya ont été condamnés à la prison à vie pour leur implication dans le coup d'Etat de 1980.

« [Le] verdict de la cour criminelle d'Ankara marque une nouvelle étape dans la lutte qui oppose depuis des mois l'armée au gouvernement d'Erdogan. (...) Lors de son réquisitoire, le magistrat avait reproché aux ex-généraux d'avoir "constitué un climat propice à l'intervention militaire par une série d'actions illégales" et d'avoir "renversé l'ordre constitutionnel". (...) La Cour criminelle d'Ankara les a condamnés à la prison à vie après les avoir dégradés au rang de simples soldats. L'avocat des deux militaires a dénoncé les charges du procès. "Cette cour n'est pas compétente pour juger les suspects", a plaidé le défenseur en ajoutant avec ironie que les officiers étaient jugés au regard de la Constitution élaborée par la période incriminée. La loi fondamentale adoptée par la junte en 1982 dénoncée comme liberticide est encore actuellement en vigueur. (...) Ce procès est le premier intenté en Turquie aux responsables d'un coup d'Etat. Il s'inscrit dans la lutte de pouvoir livrée par l'armée et le Parti de la justice et du développement. » (*Le Figaro, Anne-Marie Defo, 18/06/2014*)

La Cour constitutionnelle ordonne la levée du blocage de YouTube

« La Cour constitutionnelle turque a ordonné jeudi [29 mai] la levée du blocage de l'accès à YouTube imposé par le gouvernement islamo-conservateur il y a deux mois, estimant que cette décision enfreignait la liberté d'expression, ont rapporté les médias turcs. » (*Les Echos, AFP, 29/05/2014*) « L'autorité turque chargée des technologies de l'information et de la communication (BTK) a ainsi levé le blocage. » (*Le Figaro, AFP, 03/06/2014*)

« Les autorités turques ont bloqué le 27 mars l'accès à la plateforme d'échange de vidéos pour des raisons de "sécurité nationale", après la diffusion de l'enregistrement pirate d'une réunion confidentielle de hauts responsables turcs sur la guerre en Syrie. » (*Les Echos, AFP, 29/05/2014*)

La montée de tension entre Ankara et les militants pro-PKK

La tension est brusquement montée entre Ankara et des militants pro-PKK depuis que des manifestants ont bloqué les routes principales de la province de Diyarbakir pour dénoncer la construction de nouveaux postes militaires dans le village de Lice.

« Des manifestations ont dégénéré dans plusieurs villes, dimanche [1^{er} juin], et le chantier d'une autre caserne a été incendié dans la région de Dersim. Pour les Kurdes, ces postes militaires en béton, équipés pour résister aux explosifs, sont symboliques du double langage d'Ankara, engagé dans des négociations politiques d'un côté et dans une course à l'armement de l'autre. (...) »

Déjà, en juin 2013, un jeune avait été tué dans une manifestation similaire près de Lice. La guérilla, qui réclame un arrêt de ces constructions, a promis la poursuite de cette campagne. En 2013, plus de 320 casernes ont été érigées dans les régions kurdes. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 09/06/2014*)

A la suite de violents affrontements avec les forces de sécurité turque, « Samedi [7 juin], deux manifestants kurdes âgés de 24 et 50 ans sont morts des suites de leurs blessures par balle. (...) »

L'armée turque a indiqué dans un communiqué publié dimanche [8 juin] que les affrontements de la veille s'étaient produits après que les forces de l'ordre eurent été attaquées avec des tirs à balles réelles, des grenades artisanales et des cocktails Molotov, qui ont fait un blessé du côté des militaires. Selon l'armée, l'un des deux tués était un "militant".

Les services du gouverneur de Diyarbakir ont également indiqué que les violences étaient le résultat d'une "attaque armée contre les forces de l'ordre qui assurent la sécurité sur la route de Diyarbakir-Bingol".

Des témoins ont indiqué à l'AFP que les soldats aussi avaient tiré à balles réelles durant les affrontements. » *(Le Parisien, AFP, 08/06/2014)*

Au lendemain de la mort de deux manifestants kurdes, l'arrachage d'un drapeau turc par un militant kurde du mât de la base aérienne à Diyarbakir dimanche 8 juin a provoqué l'indignation. « "Même si un enfant osait arracher notre drapeau national, lui et ceux qui l'auraient envoyé en paieraient le prix", a-t-il tonné [le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan]. (...) Le chef du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), a lui aussi dénoncé l'action du militant kurde. "Nous ne pourrions jamais accepter un tel geste", a déclaré Kemal Kılıçdaroğlu devant la presse.» *(Le Parisien, AFP, 09/06/2014)*

Nouvelle loi sur les conditions de travail des mineurs

« Le gouvernement turc, sous le feu des critiques après la récente catastrophe minière qui a fait 301 morts, a déposé [le 30 mai] au Parlement un projet de loi destiné à améliorer les conditions de travail des mineurs, a-t-on appris de source parlementaire.

Défendu par le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, ce texte prévoit notamment de limiter à 30 heures le temps de travail hebdomadaire des mineurs, contre 48 heures actuellement, de multiplier leurs primes et de faire passer l'âge légal de leur départ à la retraite de 55 à 50 ans. » *(Le Figaro, AFP, 30/05/2014)*

La Cour de Cassation turque annule la condamnation de Pinar Selek

« La Cour de cassation turque a annulé mercredi [11 juin] la condamnation controversée à la prison à perpétuité infligée en 2013 à la sociologue turque Pinar Selek pour sa participation à un attentat en 1998 à Istanbul qu'elle a toujours niée. Mme Selek, qui bénéficie de l'asile politique en France, sera jugée une nouvelle fois par un tribunal à Istanbul, a-t-on appris auprès de la Cour.

Aujourd'hui âgée de 43 ans, Pinar Selek a été arrêtée en 1998 après une explosion sur le marché aux épices d'Istanbul qui avait fait 7 morts et une centaine de blessés. » *(Le Point, AFP, 11/06/2014)*

« Lors de l'audience qui s'est déroulée devant la Cour de cassation le 30 avril, les avocats de Pinar Selek avaient plaidé pour l'annulation de ce verdict. "Il n'y a pas eu d'attentat, aucune preuve ne le démontre. Tous les éléments font penser à une fuite de gaz", avait déclaré Ayhan Erdogan.

Son confrère Bahri Belen avait dénoncé le caractère "politique" du jugement rendu contre sa cliente, militante des droits de l'homme et de la défense de la minorité kurde. "Ce procès est digne de ceux des Rosenberg (Etats-Unis) et de Dreyfus (France)", a-t-il clamé. A sa sortie de prison, la sociologue a poursuivi ses recherches sur les minorités kurdes. "On a fait de moi un symbole de la résistance" déclare Pinar Selek. » *(Le Parisien, AFP, 11/06/2014)*

Affaire des écoutes pirates du Premier ministre

« Les forces de sécurité turques ont interpellé, mardi 17 juin, 11 officiers de police dans le cadre d'une enquête judiciaire sur des écoutes pirates visant le premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan. (...) Parmi les suspects interpellés figurent d'anciens responsables de la police d'élite chargée de la sécurité de M. Erdogan. » (*Le Monde, AFP, 17/06/2014*)

4. Economie

Beko augmente sa part de marché en Europe

« La marque turque [Beko] s'est hissée au second rang en Europe en volume. C'est en France que sa croissance a été la plus rapide. (...) »

L'an dernier sur un marché tendu sur le Vieux Continent, Beko y a enregistré la plus forte hausse des parts de marché (avec la Turquie), grâce à de fortes positions sur les réfrigérateurs. (...) Son chiffre d'affaires y a bondi de 12,3 % à 146 millions d'euros, "soit une multiplication par 7 en dix ans" (...).

Beko a en fait profité, avec la crise, de son positionnement, avec à la fois un bon rapport qualité-prix pour des produits innovants et un style contemporain. En France, la marque d'électroménager a aussi bénéficié du fait qu'elle était déjà bien connue des distributeurs. Car Beko a commencé en France en fabriquant des marques distributeurs. » (*Les Echos, Dominique Chapuis, 23/06/2014*)

Cette grande marque d'électroménager appartient au groupe Arçelik, qui «est une filiale du conglomérat turc, Koç Holding (...) Cet empire compte une centaine de sociétés dans le monde et emploie 80.000 personnes pour un chiffre d'affaires de 26,2 milliards d'euros l'an dernier, soit près de 8 % du PIB de la Turquie. » (*Les Echos, Dominique Chapuis, 23/06/2014*)

Les travaux du troisième aéroport sont lancés

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a posé samedi [7 juin] la première pierre du troisième aéroport d'Istanbul, un projet pharaonique controversé ayant pour ambition d'accueillir à terme 150 millions de passagers par an, ce qui en ferait l'un des plus grands aéroports du monde.(...) La première phase des travaux devrait être achevée le 29 octobre 2017, et la nouvelle infrastructure devrait accueillir 150 millions de passagers par an lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle en 2018, selon le Premier ministre. (...) »

La construction et l'exploitation pendant vingt-cinq ans de ce troisième aéroport d'Istanbul a été accordée en mai 2013, à l'issue d'un appel d'offres, à un consortium d'entreprises turques (Limak, Cengiz, Kolin, Ma-Pa et Kalyon) pour une somme record de plus de 30 milliards d'euros.

Le projet s'est heurté à l'hostilité des organisations écologistes qui ont dénoncé "un massacre environnemental" dans une zone boisée située près du lac Terkos, l'un des six principaux réservoirs d'eau potable d'Istanbul. » (*Le Parisien, AFP, 07/06/2014*)

Bosch crée de l'emploi en Turquie

« L'équipementier automobile allemand Bosch a annoncé aujourd'hui [23 juin] vouloir créer quelque 500 emplois d'ici fin 2014 dans son usine de Bursa, dans l'ouest de la Turquie. (...) Le groupe a affecté 300 millions d'euros sur la période 2013-2015 à l'agrandissement de l'usine de Bursa (...). Le groupe allemand compte huit sites en Turquie, pays dans lequel il emploie environ 8.200 personnes et où il a généré en 2013 un chiffre d'affaires de 510 millions d'euros. La Turquie est actuellement un important site de production et

d'exportation pour Bosch qui y réalise de plus en plus d'activités de recherche et développement, selon le communiqué. » (*Le Figaro, AFP, 23/06/2014*)

Les émeutes en Turquie à l'origine d'une baisse des tarifs hôteliers

« Les émeutes en Turquie ont fait chuter en un an de 15% le prix moyen des tarifs hôteliers (...) passant de 137 € en juin 2013 à 116 € en juin 2014 pour une nuit d'hôtel sur la base d'une chambre double standard. Les manifestations de protestations contre le régime débutées en juin 2013 ont notamment des conséquences sur trois villes : Çeşme (-29%), Istanbul (-18%) et Izmir (-16%). Dans les autres villes touristiques étudiées, l'impact reste moindre (-6% à Kemer, -5% à Antalya, -4% à Bodrum), comme dans la capitale Ankara (-1%), voir nul à l'image de Göreme où le prix moyen de la chambre est resté stable à 68 € depuis un an. » (*Econostrum.info, Frédéric Dubessy, 17/06/2014*)

« Turquie: derrière les émeutes, les limites d'un modèle économique »

« Avec une croissance retombée de 8,8% en 2011 à 2,2% en 2012 et un modeste rebond attendu à 3,1% cette année, avec une inflation qui s'établit encore à plus de 6% malgré un net recul et de fortes hausses des impôts, ces derniers mois ont été assez difficiles [pour la Turquie]. Si le taux de chômage est retombé l'an dernier à 9% de la population active, la consommation privée a reculé de 0,7%. Ainsi que le souligne l'OCDE dans ses dernières prévisions, "la confiance des entreprises et des consommateurs reste fragile". Cela dit, il faut être clair: si ce ralentissement de l'activité économique n'aide pas le gouvernement à traverser les turbulences, il n'est pas à leur origine. » (*Slate.fr, Gérard Horny, 04/06/2014*)

« Croissance "décevante" en vue pour les pays émergents »

« Les fonds dédiés à la Bourse stambouliote perdent près de 15 % en un an, alors que la Turquie fait face à une croissance économique décevante, une inflation élevée et de fortes tensions politiques. » (*Les Echos, 06/06/2014*)

« Les pays émergents, (...) doivent s'attendre à une croissance économique plus "décevante" que prévu cette année et ne sont pas à l'abri de nouveaux accès de volatilité financière, a prévenu mardi [10 juin] la Banque mondiale (BM). (...) Selon la BM, cette révision à la baisse s'explique par un "piètre" premier semestre marqué par les répercussions de la crise en Ukraine, le "rééquilibrage" économique en Chine, et les "troubles politiques" dans des pays à revenu intermédiaire comme le Brésil ou la Turquie. (...) »

En proie à un fort mouvement de contestation sociale, la Turquie devrait connaître un sort similaire selon la BM, qui revoit de 3,5 à 2,4% sa projection de croissance pour le pays.

Les pays en développement peuvent désormais compter sur le regain de croissance des Etats les plus riches mais pourraient de nouveau être déstabilisés par le progressif retour à la normale monétaire aux Etats-Unis, met en garde la Banque mondiale. » (*Le Point, AFP, 11/06/2014*)

« Erdogan fustige l'attitude de la banque centrale »

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a estimé mardi [3 juin] que la banque centrale du pays n'avait pas une attitude positive, regrettant qu'elle n'ait pas suffisamment abaissé ses taux d'intérêt lors de sa dernière réunion de politique monétaire. S'exprimant devant des journalistes après une intervention du gouverneur de la banque centrale turque Erdem Basci, Recep Tayyip Erdogan a souligné que les dernières statistiques montraient que l'inflation ne reculait pas. » (*Les Echos, Reuters, 03/06/2014*)

5. International

Turquie – Irak

Le gouvernement irakien dépose une plainte contre la Turquie

« Le gouvernement irakien, en conflit depuis des années avec les autorités kurdes d'Erbil [au sujet de l'exportation du pétrole irakien] (...) a déposé le 23 mai une plainte contre la Turquie devant la Chambre de commerce internationale (ICC), basée à Paris. » (*Le Parisien, AFP, 01/06/2014*)

« La Turquie a annoncé en mai avoir commencé à livrer sur les marchés internationaux du pétrole en provenance du Kurdistan irakien, alors que Bagdad exige que toutes les exportations de pétrole pompé sur le territoire irakien passent par le gouvernement central. (...) »

Les exportations via la Turquie, qui interviennent après les élections législatives du 30 avril en Irak à l'issue desquelles la coalition du Premier ministre chiite Nouri al-Maliki est arrivée en tête, pourraient provoquer un regain de tensions entre les Kurdes et le gouvernement central de Bagdad, alimentées également par des différends territoriaux. (...) Outre la question du pétrole, la Turquie et l'Irak divergent sur le conflit en Syrie, Bagdad affichant sa neutralité et Ankara soutenant les rebelles. Selon des diplomates, les relations personnelles entre M. Maliki et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan sont également tendues. » (*Le Parisien, AFP, 01/06/2014*)

Turquie – Israël

La cour criminelle d'Istanbul condamne quatre ex-chefs de l'armée israélienne

« Un tribunal d'Istanbul a ordonné lundi [26 mai] l'arrestation d'ex-chefs de l'armée israélienne pour leur implication le 31 mai 2010 [dans l'assaut israélien contre une flottille] (...) qui tentait de briser le blocus de Gaza, une décision qui pourrait encore retarder un accord entre les deux pays sur le rétablissement de pleines relations diplomatiques. » (*Libération, AFP, 29/05/2014*)

Les « Quatre anciens responsables militaires israéliens, [ont été] jugés depuis 2012 par contumace en Turquie (...) par une cour criminelle d'Istanbul, qui a demandé à Interpol d'émettre un "bulletin rouge" pour leur arrestation. » (*Le Monde, Hélène Sallon, 27/05/2014*)

« L'ambassadeur de Turquie dans les Territoires palestiniens a assuré jeudi [29 mai] que son pays "n'oublierait pas" ses dix citoyens tués dans l'assaut israélien. » (*Libération, AFP, 29/05/2014*)

Turquie – Iran

La visite officielle du président Hassan Rohani à Ankara

« Le président iranien, Hassan Rohani, a obtenu une dérogation à son arrivée, lundi 9 juin, à Ankara. (...) Principal sujet de friction entre les deux pays, la guerre qui ravage la Syrie a été évoquée au cours des entrevues. L'Iran, allié du régime Assad, et la Turquie, qui soutient les rebelles et héberge plus d'un million de réfugiés, ont surtout fait le constat de leur désaccord. La diplomatie turque a qualifié de "nul et non avenu" le scrutin présidentiel qui s'est déroulé le 3 juin en Syrie, tandis que M. Rohani a expliqué lundi avoir adressé ses félicitations à Bachar Al-Assad après sa "réélection". (...) »

Les dirigeants turc et iranien ont également réaffirmé leur objectif de développer leurs liens commerciaux. En janvier, au cours de sa visite à Téhéran, M. Erdogan avait lancé le chiffre de 22 milliards d'euros d'échanges pour 2014, soit plus du double de 2013. Pour renforcer cette coopération, le gaz est le meilleur argument de l'Iran, qui dispose des deuxièmes réserves mondiales. (...) "J'espère que nos deux ministres parviendront à

un accord pour fournir plus de gaz iranien aux consommateurs turcs", a déclaré M. Erdogan. (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 10/06/2014)

« A Ankara, les deux puissances régionales, l'Iran et la Turquie, ont promis de coopérer pour mettre fin au conflit en Syrie, malgré leurs divergences. "Nous sommes déterminés, tous les deux, à faire cesser les souffrances dans la région", a dit le président turc Abdullah Gül. » (*Libération*, AFP, 09/06/2014)

6. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Juin 2014)

Aujourd'hui la Turquie

Benjamin Baijot

Econostrum.info

Frédéric Dubessy

France 24

Le Croix

Agnès Rotivel

Les Echos

Dominique Chapuis

Le Figaro

Laure Marchand

Anne-Marie Defo

L'Orient Le Jour

Le Monde

Guillaume Perrier

Hélène Sallon

Le Parisien

Gaël Lombart

Alexandre Hiélaud

Lepetitjournal.com

Sarah Baqué

Pierre-Louis Carron

Le Point

Libération

Marc Semo

Lyon Capital

Damien Renoulet

Lyon Mag

Paris Match

Gilles Martin-Chauffier

Rue 89 Lyon

Mathieu Martinière

Slate

Gérard Horny

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org